Soutien aux Péruviens en lutte contre le coup d'État

Le 23-12-2022

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Les coups d'État militaires étant devenus trop voyants en Amérique du Sud, voilà que s'applique au

Pérou, comme cela s’est produit en Bolivie et au Brésil notamment, la nouvelle stratégie de l’Organisation des États américains (OEA) : les coups d’État parlementaires au service des oligarchies. L’OEA est dominée par les États-Unis. Son secrétaire général est Louis Almagro, ancien ministre des relations extérieures de l’Uruguay et soupçonné d’être un agent de la CIA. Notons que la presse française s’est surtout apitoyée sur le sort des touristes étrangers en visite au Pérou, privés de liberté de se déplacer…

Après la destitution forcée du président élu Pedro Castillo le 7 décembre 2022, la vice-présidente Dina Boluarte assume le pouvoir de facto au Pérou. Le président Castillo a été immédiatement arrêté pour rébellion et conspiration, bien que l'infraction pénale requise de ces deux chefs d’accusation ne soit pas constituée. Le juge suprême, Juan Carlos Checkley, a décrété 18 mois de détention préventive contre le président légitimement élu il y a 16 mois. Dina Boluarte, elle, a lancé une répression sanglante contre les manifestants qui rejettent le véritable coup d’État institutionnel et en même temps sa complice Dina Boluarte. Ils exigent la libération de Castillo, la fermeture du Congrès et le début d'un processus constituant.

La situation est très grave : la répression des manifestants a déjà tué plus de 20 personnes qui exigent le respect de la volonté populaire, issue des urnes il y a seize mois. De plus, ces dernières heures, les sièges d'organisations sociales et de partis de gauche, comme Comunidades Campesinas, le Parti socialiste ou Nuevo Perú, ont été perquisitionnés par la police en vertu d’un décret sur l'état d'urgence, émis par le Congrès.

Depuis l'accession à la présidence de Pedro Castillo en 2021, soutenu par les classes populaires, l'extrême droite et l'oligarchie péruvienne n’ont cessé d’organiser l'instabilité politique même si la politique de Castillo n’a pas remis en cause leur domination ni leurs privilèges. Mais son origine populaire et paysanne du nord du Pérou leur fait craindre qu’il pourrait prendre d’éventuelles mesures pour réduire les inégalités.

La rencontre, la veille du coup d’État, entre l’ambassadrice des États-unis au Pérou, Lisa Kenna, et le ministre péruvien de la Défense indique une ingérence étrangère et des manœuvres des États-unis et de l’Organisation des États américains (OEA).

Pour laisser le temps à la dictature de s’installer et d’éradiquer toute opposition, le très impopulaire Congrès a convoqué des élections en 2024… Bien trop tard pour les Péruviens.

Le Pardem est solidaire des protestations légitimes du peuple péruvien et exige la fin de la répression ainsi que le respect des droits de Pedro Castillo. Il appelle à une solidarité internationale forte et visible.

Le Pardem soutient la volonté des Péruviens de s'exprimer immédiatement par les urnes et d'initier un processus constituant.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire